

Nombre de Conseillers :
en exercice 21
présents 13 + 3 PV
votants 16

COMMUNE DE CHATILLON-SUR-INDRE
EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille onze, le vingt-neuf novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de CHATILLON-sur-INDRE (INDRE), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel HETROY, Maire.

Date de la convocation : 21 novembre 2011.

Etaient présents ou avaient donné pouvoir : Monsieur HETROY Michel, Madame GAULTIER Christiane, Monsieur BERTHOUMIEUX Pierre (pv à Mme BERNARD), Madame BERNARD Chantal, Monsieur MEUNIER Jean-Louis, Monsieur MERIAUDEAU Patrick, Monsieur PIOT Yves (pv à Monsieur HETROY), Madame LECONTE Hélène, Monsieur DURAND Jean-Philippe, Monsieur DEBRUNE David, Monsieur CLUZEAU Jean-René, Monsieur NICAUD Gérard, Madame PINARD Josiane, Monsieur THOMAS Yves (pv à M. CLUZEAU), Monsieur BLANC Jany, Monsieur NEELS Didier.

Etait absent excusé : Monsieur HUGUET Stéphane.

Etaient absents : Monsieur PAROT Guillaume, Madame BOUGEON Chantal, Madame MERY Isabelle, Madame BARAN Ludiwine

Secrétaire de séance : Monsieur PAROT Guillaume.

Objet : LA GRANDE VITESSE POUR L'INDRE. DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL.

Le projet de ligne à Grande Vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon (POCL) présente un intérêt de premier plan pour notre territoire.

En effet, la desserte de l'Indre est désormais inscrite dans l'ensemble des scénarios soumis par Réseau Ferré de France (RFF) au débat public. Les temps de parcours vers Paris seraient ainsi nettement améliorés, des liaisons rapides vers Lyon rendues possibles et le nombre de fréquences quotidiennes sauvegardées.

De surcroît, ce projet permet de relier la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT) à une ligne nouvelle. Il offre ainsi une perspective à l'axe historique dont la modernisation constitue un enjeu majeur pour toutes les Régions qu'il dessert particulièrement au sud de l'Indre.

C'est pourquoi la Commune de Châtillon-sur-Indre réunie en conseil, s'associe au travail réalisé par le Conseil Général et la Communauté d'Agglomération Castelroussine et demande à l'unanimité des membres présents :

- Un raccordement à la LGV POCL à l'actuelle ligne POLT au sud de Vierzon, permettant l'amélioration la plus significative à la desserte de l'Indre ;
 - La confirmation de la desserte de l'Indre par 8 à 10 fréquences quotidiennes aller-retour en TAGV vers Paris ;
 - La prise en compte d'un raccordement de la ligne POLT à la LGV POCL en direction du sud-est tel que le prévoit le scénario Médian sur l'ensemble des scénarios soumis au débat public, notamment les scénarios Ouest, afin de rapprocher les territoires du Limousin et du Centre de l'Auvergne et du sud-est de la France ;
- .../...

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification en sus des formalités de publication ou d'affichage.

.../...

- La prise en compte, dans ce projet, de la modernisation de la ligne pour l'ensemble des territoires desservis ;
- L'étude par RFF des opportunités offertes par le raccordement de POLT à POCL pour la desserte du Limousin. En offrant des temps de parcours vers Paris analogues à ceux du barreau Limoges-Poitiers, en ouvrant la possibilité de rejoindre Clermont et Lyon et en réduisant massivement les investissements à réaliser, le projet POCL pourrait se substituer au barreau Limoges-Poitiers ;
- L'inscription de ce projet dans la liste des lignes réalisables avant 2020 au sein du Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT).

Transmis en Préfecture
Le : 14 décembre 2011

Reçu en Préfecture
Le : 14.12.2011

Publié ou notifié
Le : 14.12.2011



Pour extrait certifié conforme.
Le Maire,

M. HETROY



Cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification en sus des formalités de publication ou affichage.